

Pays en développement et dette

Pays à revenu moyen

Une stratégie de croissance axée sur le marché et fondée sur l'examen de chaque cas a été jugée la seule approche viable. Les dirigeants ont entériné les initiatives prises récemment par le FMI (Fonds monétaire international) pour renforcer sa capacité de soutenir à moyen terme les programmes d'ajustement macro-économique et de réforme structurelle, et pour mieux protéger les programmes d'ajustement d'événements extérieurs inattendus. Ils ont fermement appuyé le principe de la souscription intégrale de l'Augmentation générale du capital de la Banque mondiale. Celle-ci et le FMI peuvent jouer un important rôle de catalyseurs en mobilisant de nouveaux capitaux d'origine privée (et publique) en vue d'étayer les programmes d'ajustement des pays débiteurs. Les dirigeants ont déclaré que la souplesse de la stratégie actuelle serait accrue si la formule du « financement à la carte » se généralisait encore.

Endettement des pays les plus démunis

Une augmentation des apports de ressources concessionnelles est nécessaire pour aider les pays en développement les plus démunis à retrouver une croissance soutenue. Les dirigeants sont parvenus à un consensus sur le rééchelonnement de la dette publique de ces pays selon un modèle de comparabilité qui permet aux créanciers publics de choisir entre diverses options :

- (i) des taux d'intérêt concessionnels, ordinairement assortis d'échéances plus courtes;
- (ii) des périodes de remboursement plus longues aux taux du marché;
- (iii) des radiations partielles d'obligations au titre du service de la dette pendant la période de consolidation;
- (iv) une combinaison de ces options.

Cette approche permet aux créanciers publics de choisir des options conformes à leur cadre juridique ou à leur situation budgétaire. Les pays du Sommet ont invité le Club de Paris à élaborer les modalités d'une formule devant garantir la comparabilité d'ici la fin de 1988, au plus tard. ■

Firme canadienne

SR Telecom — historique

La société SR Telecom a été constituée en vertu de Loi fédérale sur les sociétés. Près de 90 % des actions de cette compagnie sont détenues par des Canadiens; toutefois, aucun des actionnaires n'est majoritaire.

À ses débuts en 1975, la société, qui portait le nom de Farinon SR Systems, était une filiale de Farinon Canada. M. Donald M. Beaupré, l'actuel président-directeur général de SR Telecom, occupait le poste de vice-président chez Farinon Canada lorsqu'il fut nommé directeur général et chargé de mettre sur pied la nouvelle division.

Le poste radio d'abonné SR100 fut le premier produit fabriqué par la société. En 1977, la firme livrait ses premières commandes à des compagnies de téléphone, et c'est à l'Arabie Saoudite, en 1978, que devait être destinée la première vente à l'étranger.

En 1980, la société Farinon fusionne avec Harris Corporation de Melbourne, en Floride. M. Beaupré et d'autres actionnaires proposent alors à la société Harris d'acheter la division SR Systems. Suite à l'acceptation de cette offre, un accord est conclu le 19 mars 1981.

La nouvelle compagnie prend le nom de SR Telecom Inc. Elle détient l'exclusivité des droits en ce qui concerne le dessin industriel, les brevets, les stocks et le matériel de l'ancienne division SR Systems.

Le 12 juin 1986, les actions de la société SR Telecom sont inscrites pour la première fois en bourse à Montréal et à Toronto.

Le concept qui a donné naissance à la SR Telecom a grandement évolué depuis le jour de 1974 où le prototype d'un poste radio d'abonné hyperfréquences est mis en service pour la première fois entre les domiciles de quatre employés et le laboratoire de recherches à Montréal, au Canada.

Grâce à une croissance élevée du chiffre de ventes dès la première année de production, le matériel de SR Telecom se retrouve aujourd'hui chez les utilisateurs des secteurs public et privé de 50 pays à travers le monde.

Pour certaines régions, les systèmes de SR Telecom constituent souvent le premier service téléphonique à y être installé. On retrouve ce matériel dans les villages flottants du Brunei, dans des localités des forêts pluviales du Cameroun, en Suède, au nord du cercle polaire arctique, sur un territoire formé de plus de 8 000 km² de plateaux arides dans la région de Gokwe au Zimbabwe, ►

Tendances économiques au Canada

		Augmentation sur un an
Production nationale brute (juillet 1988)	395,5 milliards \$	+ 4,6 %
Production industrielle (mars 1988)		+ 6,0 %
Exportation de marchandises (août 1988)	12,2 milliards \$	+ 14,8 %
Importation de marchandises (août 1988)	11,3 milliards \$	+ 20,5 %
Balance commerciale (août 1988)	836 millions \$	
Marché au détail — National (août 1988)	13,8 milliards \$	+ 6,5 %
Taux de chômage (septembre 1988)	7,8 %	
Indice des prix à la consommation (septembre 1988)		+ 4,1 %
Indice des prix à la production industrielle (août 1988)		+ 3,5 %
Taux de la Banque du Canada (mi-octobre 1988)	10,51 %	
Taux préférentiel des banques privées (mi-octobre 1988)	11,75 %	
Taux d'intérêt consenti par les banques privées sur les dépôts d'épargne (mi-octobre 1988)		
— 1 mois		de 7,5 à 9 %
— de 1 à 5 ans		de 10,0 à 10,5 %
Valeur du dollar canadien en dollars US	0,8328 \$	